

Dès que les États-Unis apprirent que l'Égypte avait acheté ces armes, ils cessèrent de lui fournir des fonds. Qu'est-ce qui s'est alors produit? L'attaque par les Israéliens. Sans pouvoir l'expliquer clairement, j'aurais moi aussi attaqué eussé-je été à leur place,...

L'honorable M. Roebuck: Très bien!

L'honorable M. Haig: ...parce que la Jordanie et l'Égypte se préparaient à la guerre et que d'autres pays voisins leur étaient hostiles. On a toujours admis la défense légitime. Au courant de ce qui se tramait, les Israéliens foncèrent sur les Égyptiens, et ceux-ci "s'évaporèrent" tout simplement. C'est là l'expression la plus juste pour décrire ce qui s'est passé. Ils n'opposèrent à peu près aucune résistance; environ 54,000 hommes se sont rendus avec des armes et munitions valant des millions de dollars, que les satellites de la Russie leur avaient fournies.

Plus tôt, Nasser avait nationalisé le canal de Suez. Les opinions sont divisées quant au droit légal qu'il avait d'en agir ainsi, vu que la société propriétaire possède un contrat valable pour encore huit ou dix ans. Si le gouvernement égyptien avait remboursé aux exploitants le plein montant, on pourrait admettre jusqu'à un certain point le bien-fondé de la saisie. Je ne discuterai pas ce point, car il n'entre pas dans le sujet du débat. Mais qu'est-ce qui arriva ensuite? Le canal fut bloqué au moyen de bateaux remplis de ciment que l'Égypte y a coulés. Ce n'est certes pas là une mesure pacifique, mais l'intention bien manifeste d'empêcher la France ou la Grande-Bretagne ou n'importe quelle autre nation d'utiliser cette voie d'eau.

La Grande-Bretagne et la France, en face d'un tel état de choses, et sachant bien que la Russie fournissait des armes et munitions au Moyen-Orient,—on sait maintenant que la Syrie est prête à se ranger avec les pays communistes,—passèrent à l'action concrète. Peut-être aurait-il mieux valu qu'elles eussent prévenu de leurs intentions les Nations Unies, le Canada et d'autres puissances. Mais qu'on me permette de rappeler aux honorables sénateurs que n'eût été l'absence de la Russie à la réunion du Conseil de sécurité au moment où celui-ci étudiait la question de Corée, les États-Unis n'auraient jamais reçu l'autorisation d'entrer en Corée, car, si la Russie avait été présente à cette réunion, elle aurait opposé son veto à la résolution touchant l'initiative des États-Unis.

Je passe à un autre point. Durant les récents mois qui ont précédé l'incident de Suez, la Russie avait conclu, avec la Pologne, une entente à laquelle elle a donné suite. Puis, au moment où les troupes bri-

tanniques et françaises entrèrent dans la zone du canal, les forces russes envahirent la Hongrie. Les Nations Unies ont condamné la Russie, mais qu'ont-elles fait d'autre que d'adopter de pieuses résolutions? Nous sommes sur le point de fournir un million de dollars en aide aux Hongrois qui ont été forcés d'abandonner leur patrie, mais les Nations Unies n'ont rien fait et les États-Unis non plus.

J'ai en main deux articles de fond extraits de journaux de New-York. Si on s'oppose à ce que j'en donne lecture je m'en abstiendrai.

Une voix: Continuez.

L'honorable H. Haig: Un de ces articles a pour manchette "La Mort" et l'autre, "Staline même mort est encore actif". Ils sont publiés, l'un dans le *Times* de New-York, et l'autre, dans le *Herald-Tribune* de New-York. Je n'en lirai que quelques phrases:

Au secours! Au secours! Au secours!

Ce sont là les dernières paroles qu'a entendu un monde consterné à mesure que les barbares rouges étranglaient les dernières voix libres de la Hongrie suppliciée.

Voici en résumé ce que l'auteur nous communique: les États-Unis devraient prendre la défense de la Hongrie, ils ne devraient pas se contenter d'adopter des résolutions platoniques qui ne pouvaient exercer aucun effet sur la Russie.

L'honorable M. Horner: Mon collègue veut-il donner à entendre que les Nations Unies auraient dû intervenir?

L'honorable M. Haig: Non. Je ne blâme ni ne loue les Nations Unies. Cette organisation constitue une expérience qui, à mon avis, n'a chance de réussir que si chacun de ses membres consent à faire sa part. Les Nations Unies ne disposent d'aucune force dont elles puissent user à volonté. Qu'auraient-elles pu faire en Hongrie? Le seul pays qui eût pu intervenir c'est les États-Unis et ils ne l'ont pas fait. Il est vrai qu'à ce moment-là la campagne électorale battait son plein. Il se peut fort bien que les Russes aient compté là-dessus pour prévenir toute intervention de la part de nos voisins. Mais les États-Unis sont de fait les Nations Unies. La chose est évidente. Bien entendu, plus de soixante-dix autres pays sont représentés aux Nations Unies; mais si les États-Unis refusent d'agir, on ne saurait s'attendre à ce qu'aucun autre pays le fasse. Or, Nasser a l'audace d'exiger que le canal qu'il a fermé de son propre chef soit libéré par l'intervention des Nations Unies et que si les Anglais et les Français n'en acquittent pas les frais, alors que ce soit les États-Unis qui s'en chargent. En l'occurrence, on se demande pourquoi les gens font